



## Darfour : simplification et moralisation du conflit

Par [Réseau Voltaire](#)

Mondialisation.ca, 23 février 2006

Réseau Voltaire 23 février 2006

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le conflit au Darfour est particulièrement complexe et comprend un grand nombre de dimensions d'appréciation. Les violences ont tout d'abord une origine locale et sont liées à la confrontation traditionnelle opposant les tribus pastorales aux tribus d'agriculteurs sédentarisés. Ces conflits ont émaillé l'histoire du Darfour mais depuis 20 ans, la région a connu une spectaculaire explosion démographique (passant de trois à six millions d'habitants) rendant plus âpre la lutte pour le contrôle des ressources. Une guerre meurtrière avait déjà frappé la région à la fin des années 80, sans jamais vraiment s'éteindre. A cette dimension locale viennent s'ajouter des problématiques nationales. Ainsi, on a vu au Darfour les conséquences des jeux de pouvoirs entre factions au Soudan, un pays qui n'a jamais vraiment connu la paix depuis l'indépendance en 1956. La guerre opposant le gouvernement de Khartoum aux rebelles du Sud de l'Armée de libération populaire du Soudan a ainsi souvent eu des retombées au Darfour, le mouvement de feu John Garang ayant par le passé soutenu les mouvements rebelles du Darfour contre les forces gouvernementales et les milices leur étant associées. On peut ajouter une dimension régionale à la crise du Darfour puisque la Libye et le Tchad sont intervenus dans ce conflit (le président tchadien Idriss Déby y a des attaches puisque c'est depuis cette région qu'il a mené son offensive pour prendre le pouvoir à Ndjamena en 1990, imitant ce que son prédécesseur Hissen Habré avait lui aussi réalisé auparavant). Enfin, notons que le Soudan n'a cessé de développer sa production pétrolière ces dernières années. La Chine y est fortement implantée et compte sur place des dizaines de milliers d'ouvriers chinois. Chevron est également implanté dans le Sud, tout comme TotalFina-Elf. La production pétrolière peut encore être considérée comme moyenne en comparaison des grands sites d'extraction pétrolière mais les sites soudanais ont l'avantage d'être encore peu exploités et pourraient continuer à fournir du pétrole pendant une bonne quinzaine d'années.

L'extrême complexité de la situation n'est pas ce qui ressort des analyses et commentaires dans la presse mainstream occidentale, surtout aux États-Unis. Les analystes médiatiques états-uniens ne traitent la question du Darfour que sous l'angle du conflit ethnique, ou plus précisément du « génocide » des « Africains » par les « Arabes ». Si le conflit aboutit bien à des massacres massifs touchant cruellement les populations sédentarisées, il est faux de prétendre que l'opposition se fait sur des bases ethniques ou « raciales » et que cette division est la source du conflit. En effet, les populations sédentaires et nomades sont toutes des populations noires et arabisées (depuis plus ou moins longtemps) s'étant largement mêlées. Toutefois, cette distinction entre populations permet de développer une rhétorique bien plus mobilisatrice pour les opinions publiques occidentales et masque sous l'émotion et l'effroi les intérêts pétroliers au Soudan.

Depuis le début du mois de février, les États-Unis occupent la présidence tournante du

Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis le début de cette présidence, la question du Darfour, qui avait largement disparu des « Unes », a retrouvé une importance de premier plan. Les responsables états-uniens ont ainsi multiplié les déclarations réclamant une intervention militaire massive. Ainsi, le 3 février, la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, Jendayi Frazer, a déclaré à la presse que les États-Unis comptaient profiter de la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU « pour tenter de renforcer la tâche de l'Union africaine au Darfour ». Puis, progressivement, et avec le soutien de Kofi Annan, les États-Unis ont appelé à un déploiement des troupes de l'OTAN, soit la mise en application d'une demande de longue date de Washington.

Ces déclarations officielles s'accompagnent de tribunes dans la presse, émanant principalement des rangs des démocrates ou d'organisations proches de George Soros, et appelant à un engagement des États-Unis dans le conflit en mobilisant une rhétorique proche de celle employée par le passé pour justifier le bombardement de la Serbie en réaction aux troubles au Kosovo.

Le chef de la minorité démocrate à la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le sénateur démocrate du Delaware, Joseph R. Biden Jr ne fait pas mystère de cette parenté. Dans le Baltimore Sun et Gulf News, il demande une opération de l'OTAN dirigée par les États-Unis comparable aux opérations en Bosnie et au Kosovo. Reprenant la rhétorique du devoir d'ingérence ou de sa version plus récente la « responsabilité de protection », il assure que Khartoum a perdu de facto toute souveraineté en s'attaquant à sa population. Dès lors, le sort des populations du Darfour est de la responsabilité de la collectivité des sociétés civilisées, qui trouverait son incarnation dans l'OTAN.

Les auteurs d'un rapport de l'ONG Physician for Human Rights consacré au Darfour, John Heffernan et David Tuller, appellent eux aussi à une mobilisation internationale dans le San Francisco Chronicles. Pour eux, il ne fait aucun doute que le gouvernement de Khartoum arme les milices janjawids et que Khartoum est le seul responsable. Par conséquent, les auteurs demandent que soient d'ores et déjà mis en place des systèmes de compensation pour les victimes, le gouvernement soudanais étant considéré comme le seul responsable. Notons que M. Heffernan est également membre du parti démocrate (il fut président du National Democratic Institute for International Affairs à Guyana) et a dirigé la Coalition for International Justice à Washington. Cette dernière organisation a eu un rôle central dans l'organisation des procès sur l'ex-Yougoslavie et a été fondée par George Soros.

Référence incontournable de la presse états-unienne dès qu'il s'agit du Darfour, le démocrate John Prendergast, également membre de l'International Crisis Group, dont George Soros est administrateur, dénonce l'attitude des États-Unis au Darfour dans le Los Angeles Times avec l'acteur Don Cheadle. Les deux auteurs reprochent notamment la complaisance de la CIA vis-à-vis de Salah Abdallah Gosh, le chef des services secrets soudanais. M. Gosh est présenté comme un ancien partenaire d'Oussama ben Laden et comme un des responsables du « génocide » au Darfour. Pour MM. Prendergast et Cheadle, il ne fait aucun doute que les États-Unis doivent intervenir au Soudan afin de restaurer leur leadership moral.

Cependant, cette rhétorique ne semble pas prendre en dehors des États-Unis. Même le traditionnel allié britannique semble être sur une autre ligne de conduite que Washington. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Tony Blair, Jack Straw, donne une image bien différente de la situation au Darfour dans une tribune publiée par

l'International Herald Tribune. Depuis Abuja, au Nigeria, où se tiennent les négociations entre les mouvements rebelles du Darfour et les autorités soudanaises (des négociations totalement ignorées par les analystes médiatiques états-unis), le chef de la diplomatie britannique présente les événements au Darfour non pas comme un génocide mais comme une guerre civile dont souffre la population. Pour M. Straw, l'attitude des autorités de Khartoum et des rebelles peut être comparée. Par ailleurs, il se montre particulièrement virulent contre les rebelles du Darfour qui ne se rendent pas aux négociations et sont, pour lui, responsables de la majorité des violations du cessez-le-feu.

Dans AlarabOnline, le porte-parole de l'armée de libération du Soudan (nouveau nom de l'armée de libération du Darfour), Aissam Eddine Al Hajj, applaudit le discours de Jack Straw à Abuja mais le vide de son sens. Il affirme ainsi que ce sont les autorités de Khartoum qui sont les seules responsables de la crise et que c'est ce qu'a voulu souligner le ministre.

Dans le même quotidien, le journaliste Moukhtar al Dobabi récuse lui aussi le point de vue états-unien et voit dans ce soudain activisme de Washington autour du sort du Soudan, une manœuvre destinée à faire éclater le pays. Pour lui, la volonté de faire intervenir des forces non-africaines au Darfour est à comprendre comme une nouvelle volonté de diviser un pays producteur de pétrole. Rappelant le précédent irakien, l'auteur estime que les États-Unis ont démontré leur volonté de s'attaquer à tous les États pétroliers arabes afin de les diviser. Le journaliste met en garde les minorités ethniques soudanaises : en vous promettant de défendre vos droits, Washington cherche à vous dominer.

La source originale de cet article est Réseau Voltaire  
Copyright © [Réseau Voltaire](#), Réseau Voltaire, 2006

---

Articles Par : [Réseau Voltaire](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)